

PRÉFET DE LA VENDEE

Arrêté n°16-DRCTAj/1- 437

mettant en demeure la société ASSAINISSEMENT BODIN de régulariser la situation des installations qu'elle exploite à Fontenay-le-Comte

Le Préfet de la Vendée  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-7, L.172-1, L.511-1, L.514-5, L.512-8, R.541-4, R.541-46 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du code de l'environnement (NOR : DEVP1205955A) ;

**Vu** le dossier de demande d'autorisation (régularisation) déposé le 24 décembre 2014 par la société BODIN ASSAINISSEMENT pour son installation de regroupement de déchets dangereux et non dangereux qu'elle exploite rue Dugast à Fontenay-le-Comte ;

**Vu** le rapport de non-recevabilité avec dessaisissement transmis à l'exploitant le 5 mars 2015 ;

**Vu** le courrier de la société BODIN ASSAINISSEMENT en date du 21 janvier 2016 indiquant le dépôt « courant mars 2016 » d'un nouveau dossier ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement, en date du 13 juillet 2016, transmis à l'exploitant par courrier de la même date, conformément aux articles L.171-6, L.514-5 et L.541-3 du code de l'environnement et faisant suite aux constats réalisés lors de la visite du 10 juin 2016 ;

**Vu** l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport de l'inspecteur susvisé ;

**Considérant** qu'aucun dossier n'a été déposé pour faire suite au rapport de non-recevabilité du 5 mars 2015 susvisé ;

**Considérant** que lors de la visite, il a été constaté que les activités de regroupement de déchets dangereux et non dangereux ainsi qu'un traitement de déchets non dangereux étaient réalisés sur le site précité ;

**Considérant** que la société BODIN ASSAINISSEMENT n'est actuellement pas autorisée à réaliser des activités de regroupement de déchets dangereux et non dangereux ou de traitement des déchets non dangereux au titre des installations classées pour la protection de l'environnement et qu'il convient de régulariser la situation administrative par le dépôt d'un dossier dans les conditions définies aux articles R.512-2 et suivants du code de l'environnement ;

**Considérant** que le registre relatif aux déchets dangereux (entrants et sortants) doit être complété des informations manquantes afin de répondre à l'article 1 de l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ;

ARRETE

## Article 1 : régularisation des installations

La société BODIN ASSAINISSEMENT, dont le siège social se situe 12 rue Dugast à Fontenay-le-Comte, est mise en demeure de procéder à la mise en conformité des installations qu'elle exploite à la même adresse :

- soit en déposant en préfecture un dossier de demande d'autorisation pour l'exploitation d'une installation de regroupement de déchets dangereux et non dangereux et de traitement de déchets non dangereux, dans les conditions définies aux articles R.512-2 et suivants du code de l'environnement, **dans un délai de six mois** à compter de la notification du présent arrêté ;
- soit en procédant à la remise en état prévue par les articles R.512-39-1 et suivants du code de l'environnement, **dans un délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

**Dans le délai d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure.

S'il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation, l'exploitant fournit tout document justifiant le lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un bureau d'études, devis, ...) **dans un délai de deux mois** à compter de la notification du présent arrêté.

S'il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective **dans un délai de trois mois** à compter de la notification du présent arrêté ; l'exploitant fournit un dossier décrivant les mesures prévues à l'article R.512-39-1.II du code de l'environnement dans le même délai.

## Article 2 : registre « déchets dangereux »

La société BODIN ASSAINISSEMENT est mise en demeure, **dans un délai de 15 jours** à compter de la notification du présent arrêté, de mettre le registre « déchets dangereux » en conformité avec l'article 1 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 susvisé qui précise que :

*« Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets, notamment de tri, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.*

*Le registre des déchets entrants contient au moins, pour chaque flux de déchets entrants, les informations suivantes :*

- *la date de réception du déchet ;*
- *la nature du déchet entrant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;*
- *la quantité du déchet entrant ;*
- *le nom et l'adresse de l'installation expéditrice des déchets ;*
- *le nom et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;*
- *le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;*
- *le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) n°1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;*
- *le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive n°2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives ».*

Article 3 : Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 du présent arrêté ne serait pas satisfaite dans le délai prévu aux mêmes articles, et indépendamment des sanctions pénales encourues, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L.171-7 du code

de l'environnement, les sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement relatif aux installations classées ; ainsi que la fermeture ou la suppression des installations ou la cessation définitive des travaux.

Article 4 : Conformément aux dispositions de l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Nantes dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 5 : Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Fontenay-le-Comte et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché dans cette même mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture - bureau du tourisme et des procédures environnementales et foncières, section des installations classées.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de la Vendée et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception, et dont une copie sera transmise au sous-préfet de Fontenay-le-Comte.

Fait à La Roche-sur-Yon, le **18 AOUT 2016**

Le Préfet,

*Pour le Préfet,*  
**Le Secrétaire Général**  
**de la Préfecture de la Vendée**

**Vincent NIQUET**

Arrêté n°16-DRCTAJ/1- *431*

mettant en demeure la société ASSAINISSEMENT BODIN de régulariser la situation des installations qu'elle exploite à Fontenay-le-Comte

